



Revue africaine des médias, volume 13, numéro 2, 2005, pp. 104–122
© Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en
Afrique, 2005 (ISSN 0258-4913)

Crise du journalisme et de l'espace public en Afrique : quelles alternatives pour un développement du futur africain

Hien Ollo Pépin

Résumé:

Il ne fait aucun doute que les journalistes ont un pouvoir de transformation, de traduction, d'orientation des comportements et attitudes individuels ou collectifs vers la « *sociation* » ou la dissociation. Les constellations symboliques qui régulent fortement les relations entre groupes servent à déprécier le groupe avec lequel on se retrouve en situation de compétition politique et en même temps à assurer la cohésion de son cercle d'appartenance à travers un consensus minimal. Il faut donc comprendre que les réseaux sociaux actualisent cet espace social déjà atomisé, hétérogène, oppositionnel et délimitent les appartenances. Il est à remarquer que les modalités de la concurrence sociale expriment l'exclusion sociale et l'affirmation communautariste. Les hommes des médias ne sont plus que des agents sociaux subordonnés à une logique structurale qui les agit le plus souvent à leur insu. Mais, ils engagent aussi des stratégies diverses pour des buts déjà finalisés. Alors, nous nous proposons de questionner la professionnalisation du métier de journaliste intimement liée aux modalités de fabrication d'une « *opinion publique* ». Quelle est en ce moment la fonction sociale de cette opinion? Nous réfléchissons sur les effets que la presse a sur les gens et ce que les gens font de la presse. L'impasse du développement dans laquelle se trouve l'Afrique impose de clarifier, de repenser le rôle du journalisme dans la situation de l'Afrique se démocratisant- dans une vision du futur africain-immergée dans un univers d'internationalisation croissante.

Mots clés: Journalism, la presse africaine, développement national, les medias et la construction de réseaux nationaux et sociaux.

Abstract

There is little doubt that journalists have a power of transform, translate and oriente both behaviours and individual and collective attitudes towards

* Doctorant en Science politique à l'Unité de formation et de recherche en science juridique et politique, Université de Ouagadougou, Burkina Faso.
Email: ollopepin@yahoo.fr

'sociation' or 'dissociation'. The symbolic settings that strongly regulate the relationships between groups tend to depreciate the group to which one is confronted in a situation of political competition while reinforcing the cohesion of its circle of belonging through a minimal consensus. Social networks therefore update this already atomized, heterogenous, oppositional social space and demarcate belongings. The modalities of social competition express social exclusion and communitarian assertiveness. People from the media are now merely social agents subordinated to a structural logic. However, they also use various strategies for objectives that are already finalised. Here, we are interrogating the professionalisation of the job of journalist as something that is strongly linked to the modalities of the making of 'public opinion'. What is the current social function of this opinion? This paper thus reflects on the impact of the press on people and on what people do with the press. The development stalemate in which Africa is stuck imposes the need to clarify and rethink the role of journalism in today's democratising Africa—in the perspective of an African future—that is immersed in an increasingly globalizing world.

Key terms: Journalism, print media, national development, media and the construction of national and social networks

Introduction

L'Afrique des années 1990 a connu des situations de transition politique marquées par une révolution démocratique, lorsque l'ordre ancien a progressivement fait place à un ordre social et politique d'essence ultralibérale.

Cette nouvelle Afrique politique en gestation a connu des bouillonnements politiques caractérisés par des ruptures parfois violentes.

Cette décennie de ruptures violentes, de tourbillon dramatique qu'a traversé le continent africain est aussi celle de la libéralisation du paysage médiatique avec une presse privée naissante. En effet, après plusieurs décennies de monopole gouvernemental, la presse dans son ensemble et le pluralisme médiatique auquel nous assistons sont les plus grandes conquêtes de la démocratie libérale.

Ainsi, la presse privée ouvre et élargit des espaces de débats, de parole. Mais, cette presse s'est vite caractérisée par son ambivalence car elle devient un outil « malléable » à souhait par des acteurs sociaux aux intérêts politiques et sociaux divergents ou convergents.

Quand bien même elle a joué des rôles plus constructifs dans certains cas, dans d'autres son rôle a été passible de détournement, de confiscation lorsque le règlement des contradictions politiques et sociales secrète la violence. Cependant, il y a un paradoxe qu'il convient de relever.

Le continent africain était un des terrains d'expression de la violence, des conflits armés nés des principaux antagonistes de la guerre froide (USA-URSS). Aujourd'hui, avec la chute du mur de Berlin en 1989 et le nouveau contexte de démocratisation, dans la plupart des pays africains, qui se traduit par une plus grande liberté d'expression et d'association, la mise en place d'institutions républicaines pour la construction d'une société « *pacifiée* », l'Afrique reste le théâtre d'affrontements sanglants, de recrudescence des conflits armés qui atteignent des sommets d'horreur. Ces conflits, assez dévastateurs, ont déstructuré des États déjà fragilisés par la crise économique et les politiques d'ajustement structurel des années 1980.

Les lignes de rupture, favorisées par des replis frileux et conservateurs qu'un fanatisme meurtrier a aiguisé, bouleversent le continent et se repèrent essentiellement autour des cristallisations identitaires, ethniques, religieuses pour la conquête ou la conservation du pouvoir politique.

De ce point de vue, la presse joue un rôle important dans ces contradictions sociales historiques, parfois violentes, des acteurs concurrents.

Producteurs des représentations, les journalistes ont une emprise certaine sur la genèse de nos idées, sur nos pratiques et nos choix les plus divers.

Il ne fait aucun doute que les journalistes ont un pouvoir de transformation, de traduction, d'orientation des comportements et attitudes individuelles ou collectives vers la « *sociation* » ou la dissociation.

Les constellations symboliques qui régulent fortement les relations entre groupes servent à déprécier le groupe avec lequel on se retrouve en situation de compétition politique et en même temps à assurer la cohésion de son cercle d'appartenance à travers un consensus minimal. Il faut donc comprendre que les réseaux sociaux actualisent cet espace social déjà atomisé, hétérogène et oppositionnel et délimitent les appartenances. Il est à remarquer que les modalités de la concurrence sociale expriment l'exclusion sociale et l'affirmation communautariste. Les hommes des médias ne sont plus que des agents sociaux subordonnés à une logique structurale qui les agit le plus souvent à leur insu. Mais, ils engagent aussi des stratégies diverses pour des buts déjà finalisés. Alors, nous nous proposons de questionner la professionnalisation du métier de journaliste intimement liée aux modalités de fabrication d'une « opinion publique ». Quelle est en ce moment la fonction sociale de cette opinion? Nous réfléchissons sur les effets que la presse a sur les gens et ce que les gens font de la presse.

L'impasse du développement dans laquelle se trouve l'Afrique impose de clarifier, de repenser le rôle du journalisme dans la situation de l'Afri-

que se démocratisant—dans une vision du futur africain—immergée dans un univers d'internationalisation croissante.

Journalisme et violence en Afrique

Les antagonismes politiques, sociaux, culturels, économiques foisonnent et abondent en Afrique en dépit du nouveau contexte politique de démocratisation en cours.

Ces conflits ont été pendant longtemps perçus comme « une réalité africaine tribale » dans laquelle s'opposent et s'affrontent des entités ethniques, tribales, raciales. Certains estiment que la démocratie multipartite s'avère particulièrement inopérante comme mode de gestion et de résolution des conflits dans des sociétés africaines divisées, en contradictions insolubles. La démocratie serait donc une boîte de pandore ouverte aux conflits et exacerbe ces contradictions. Il y a donc nécessité et urgence de réfuter ces thèses et aller contre les simplismes réducteurs dans l'analyse des conflits en Afrique. C'est le premier obstacle qu'il faille franchir pour qui veut en faire un véritable objet de science. Il est juste avec Ohlson et Stedman (1994) que « la démocratie sort les conflits de l'ombre et les amplifie, mais cela ne veut pas dire qu'elle est la «cause» des conflits ». La démocratie qui se déploie dans un univers politique et social permanemment conflictuel, libérerait une explosion sociale larvée, longtemps contenue, « telles les lèvres d'un volcan s'écartant pour laisser jaillir la larve », lorsque l'étai des encadrements politiques autoritaires s'est desserré.

Les pouvoirs en place, empêtrés dans de réelles difficultés internes, ont volontiers tendance à trouver des dérivatifs pour canaliser ailleurs les vives tensions populaires.

Le champ politique a toujours été le lieu par excellence d'une lutte âpre entre des fractions opposées de l'espace social pour le contrôle du monopole politique en constitution.

C'est donc dans ce contexte qu'une « nouvelle presse » privée et plurielle a émergé en brisant le monopole d'État sur le paysage médiatique. Elle a pris progressivement place dans des conditions d'instabilité, de déchirements pour tomber à son tour dans une logique de rejet dans certains cas.

Les luttes intestines des acteurs concurrents au sein des régimes, de la même façon que les nouvelles forces politiques cherchent à occuper une position politique dominante, se transposent immédiatement elles aussi dans l'espace médiatique. La presse dite « indépendante », non étatique, obligée de se positionner n'hésite pas à s'engager résolument dans une politi-

sation excessive sans prendre ses distances vis-à-vis des intérêts étroitement partisans—ceux du pouvoir ou du groupe opposant—au détriment de sa propre professionnalisation.

Elle ne s'embarrasse pas à figer les contradictions autour de leurs expressions les plus conflictuelles. La presse de ce point de vue ne crée, ni n'invente les conflits. Mais, il faut cependant s'apercevoir que les stigmates de la déchirure sociale des sociétés africaines sont en latence dans les « replis de l'inconscient collectif » et la presse ne fait qu'« attiser de vieilles braises et déclencher un feu ardent » longtemps contenus par des décennies d'autoritarisme et de mutisme.

Mais le rôle des médias en Afrique est très variable d'un média à l'autre, d'un pays à l'autre.

Les médias n'ont pas que contribué à aiguïser les tensions sociales, ils ont aussi, sous d'autres cieux, fonctionné comme forces démocratiques et de soutien à l'émergence d'une conscience citoyenne.

Dans d'autres univers, ils n'ont été que des agents potentiels de « déstructuration sociale » et des propagateurs avérés d'une violence sanglante, savamment distillée et déshumanisante. C'est ce que nous révèle Mahatma Gandhi quand il pense que « le journalisme devrait seulement viser le bien commun. La presse a du pouvoir mais de même qu'un torrent sortant de son lit dévaste les cultures sur son passage, une plume incontrôlée est une plume destructrice » (Institut Panos 1996).

Des journalistes ont joué un rôle moteur dans la chute du régime de parti unique au Bénin (Vittin 1992). Au Niger, en Sierra Léone, au Burkina Faso ou en Ouganda, des journaux se sont attelés à promouvoir « l'examen raisonné et la résolution pacifique des contradictions internes à leurs sociétés » en faisant preuve de professionnalisme, de courage et de probité morale.

Dans un autre sens, des médias, les « médias de la haine » (Reporters sans frontière 1995) ont joué un rôle très négatif dans les conflits armés en Afrique. Il est établi que la RTLM (Radio-télévision libre mille collines) est un archétype des « médias assassins » dans le génocide de 1994 au Rwanda. Le génocide rwandais a révélé que des journalistes se sont mis volontiers au service de projets criminels et destructeurs. Le plus célèbre est le journaliste Hassan Ngeze qui a dirigé l'un des « médias du génocide » le « *Kangura* ». Dans le n°6 de son journal de décembre 1990, il écrivait ces brûlots incendiaires:

1. tout Muhutu (Hutu, au singulier) doit savoir que Umututsikazi (la femme Tutsi) où qu'elle soit, travaille à la solde de son ethnie tutsi. Par conséquent, est traître

tout Muhutu: qui épouse une Muhutsikazi; qui fait d'une Umututsikazi sa concubine; qui fait d'une Umututsikazi sa secrétaire ou sa protégée.

4. Tout Hutu doit savoir que tout Mututsi (tutsi, au singulier) est malhonnête dans ses affaires. Il ne vise que la suprématie de son ethnie.

(...)

7. Les Forces armées rwandaises doivent être exclusivement Hutu. L'expérience (...) nous, l'enseigne. Aucun militaire ne doit épouser une Mututsikazi. (Source : Institut Panos 1996).

Il faut donc se mettre à l'évidence que la presse tend à favoriser la permanence de différence au niveau des appartenances sociales, des relations de discrimination interethnique dans des contextes d'interactions interindividuelles ou intergroupes.

Avec l'avènement du processus démocratique au Burundi, des journaux qui se sont mis au service de « *causes obscures* » ont renforcé encore l'ethnicisation des antagonismes. Le *Kanura Burakeye*, journal proche du FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi) lance des appels à un « *vote hutu* ». L'indépendant et le carrefour des idées, favorables à l'UPRONA déclarent que le FRODEBU serait un allié du PALIPEHUTU (Parti pour la Libération du Peuple Hutu), mouvement extrémiste clandestin. Avec la montée aux extrêmes des groupes politiques en opposition et l'assassinat du Président Ndadaye, le pays s'embrace et s'installe dans un cycle de violence, de crimes avec le massacre de milliers de familles tutsies et de Hutu de l'UPRONA. On assiste à une polarisation du paysage médiatique. D'un côté les journaux « *hutuphobes* » (le Patriote, la Nation, l'Etoile, le Républicain, la Balance) foisonnent. Ces journaux avaient comme leitmotiv, « l'épuration ethnique » de bon nombre de régions du pays, en l'occurrence Bujumbura la capitale.

De l'autre côté, des journaux « tutsiphobes » (l'Éclaireur, le Miroir, le Témoin) multiplient les interprétations partisans des coups d'État militaires qui se sont succédés. Pour eux, ces coups d'État seraient une « stratégie de l'armée, dominée par des officiers tutsis, pour empêcher un hutu d'accéder au pouvoir, mais comme la « preuve » qu'un Hutu ne saurait y accéder tant qu'il restera des tutsis au Burundi ». En vue de forger la conscience d'une ethnie majoritaire écrasée par une armée monoethnique tutsi », ils font revigorer dans les mémoires collectives de leur groupe d'identification les massacres hutues du passé. C'est dans ce sens que M. Halbwachs (1976), indiquait avec force « l'obligation d'une relativité historique dans la formulation des mémoires collectives ». Pour lui, la production sociale du passé se base sur le fait que les hommes le « reconstruisent » par

« le présent et pour le présent », parce que sa « fonction est dans le présent ». Cette opération induit qu'en « même temps qu'ils le reconstruisent, ils le déforment ». On est donc en présence d'un espace public « *situationnel* » formé par les confrontations antérieures pour la définition du bien et du mal. Le NPFL (National Patriotic Front of Libéria), le principal parti de Taylor a procédé à la destruction des relais nationaux des médias publics tels que LBS (Liberia Broadcasting system). Il a ensuite récupéré le réseau de radios rurales et a installé, enfin, sa propre chaîne de télévision et ses propres journaux de propagande qui, pendant neuf ans, ont produit « du fanatisme ethnique et religieux ». Ces journaux ont véhiculé l'opinion d'un prétendu NPFL « chrétien » qui serait entré en guerre contre l'islam. Ils ont présenté Taylor sous de beaux jours, celui d'un « démocrate éclairé ».

En Côte-d'Ivoire, la presse a joué un rôle éminemment catalyseur dans la crise politique aigüe jamais égalée dans l'histoire politique de ce pays. En effet, après la mort du Père de l'indépendance, le Président Félix Houphouët Boigny, le champ politique a été fortement marqué par une dynamique d'exclusion. De la concurrence politique pour la conquête et la gestion du pouvoir d'État, s'en est suivie une « chirurgie sociale » au niveau du corps social.

Le concept d'« ivoirité », produit de l'appropriation concurrentielle des biens rares et de la gestion du bien public a créé les fronts et a provoqué les affrontements dont la conséquence inévitable a été la fragilisation des relations sociales et l'irruption des troubles qui menacent l'ordre social. Marx et Engels ont clairement exprimé cette situation structurelle lorsqu'ils pensent que « la production des idées, des représentations et de la conscience est d'autant directement et indirectement liée à l'activité matérielle et au commerce matériel des hommes, elle est le langage de la vie réelle. Les représentations, la pensée, le commerce intellectuel des hommes apparaissent ici encore comme l'émanation directe de leur comportement matériel ». (Bénéton 1991).

Le fameux concept d'« ivoirité », conçu et théorisé par des intellectuels de haute facture à la solde des intérêts partisans a fonctionné comme un principe de vision et de division politique. Il a été relayé et instrumentalisé par la presse en vue d'éliminer un candidat à la course au pouvoir. La rhétorique de l'exclusion produite par des médias politiquement opposés a généré la massification et le repli identitaire des acteurs sociaux. Alassane Dramane Ouattara a été violemment étiqueté de « *mossi* » c'est-à-dire d'étranger, de burkinabè, d'usurpateur. Cette presse a distillé dans les esprits une idéologie identitaire bâtie sur une prétendue pureté citoyenne

idéale à savoir « l'ivoirien de souche pure multiséculaire ». Ainsi, la violence politique s'est vite installée. Il s'agit d'une sorte de standardisation victimaire de « l'étranger »: les burkinabè, et les partisans du candidat Alassane Dramane Ouattara, majoritairement issus du nord du pays à dominante dioula. La violence politique se manifeste par une animalisation du dioula, de l'étranger, du burkinabè.

Il faut donc retenir que « *l'ivoirité* », relayé par une presse subordonnée aux intérêts idéologiques et partisans, a eu pour effets immédiats, le remodelage des modes de pensée et des croyances. Il a été aussi un élément mobilisateur d'affects et de passions. Il constitue une forme de pensée évolutive, constructive, en mouvement et apparaît comme un assemblage de références sémantiques et cognitives, activé en contexte en fonction des finalités et des intérêts des acteurs sociaux qui s'en servent pour communiquer dans leurs relations avec autrui.

Ce mouvement d'idéation collective inscrite dans une période de l'histoire de la Côte-d'Ivoire fonctionne comme une pensée qui se fabrique au fur et à mesure dans la presse à partir de réserves de savoirs, de connaissances scientifiques, de traditions, d'idéologies et de religions.

Ainsi, les productions identitaires des journalistes ont conduit à une bipolarisation du dialogue qui n'est qu'une polarisation des confrontations sociales. La presse se présente alors comme une source de légitimation des conduites et des prises de position particulières. Elle canalise cette cristallisation identitaire, la sort de son contexte ancien, la manipule dans le nouveau contexte hautement concurrentiel afin de se ménager un fond électoral. La construction sociale de la référence et des identités collectives, fondée sur une « culture ancestrale de siège », maintiennent les localismes et marquent leur présence dans l'espace politique comme « si l'histoire se mettait à bégayer bruyamment » en Côte-d'Ivoire.

Les oppositions et les recompositions politiques locales mues par des ressorts identitaires secrètent la violence comme une des modalités de l'action sociale. La propagande, l'emprise et la fatalité des stéréotypes construites par la presse produisent un « effet d'écume ou manœuvre perverse de l'adversaire » (Rouquette 1988) et aussi une incitation à l'action. Cette propagande dans les médias implique une « schématisation volontaire, destinée à déclencher des réactions passionnelles et une compréhension dichotomique, finalisée intellectuellement ». De ce fait, les journaux jouent un rôle de marqueurs politiques, de principes générateurs de prises de positions politiques des acteurs, et sont aussi au fondement du principe générateur de leurs opinions politiques.

La rhétorique de l'exclusion qui est une stratégie de subversion identitaire fonctionne par la dévalorisation, l'exclusion et la destruction d'abord symbolique et rapidement physique des concurrents. Dans cette situation de « communication collusoire » selon le mot de E. Goffman, le discours de négation et de pratique destructrice est un argument accusateur important démontrant le caractère « pathologique » des conduites de l'adversaire.

La confrontation symbolique qui se joue à travers la presse, se continue autrement par la violence physique qui n'est qu'une dévalorisation radicale de l'adversaire. La collusion des sens à travers la guerre des mots vise le contrôle de la dynamique de classements et la maîtrise « des conditions de production et de distribution de l'éloge et du blâme ». « L'échange des mots, comme le souligne Jean Bernard Ouédraogo (1997), a aussi pour fonction évidente de rejeter les individus et les groupes et de briser les relations établies avec eux ». Ces jeux de mots à travers la presse, montrent bien que l'usage de la violence physique est soumis à des règles. Les modalités de l'institution de la relation violente peuvent être, dans ce cas, des formes de projection contenues dans la presse. La violence physique n'intervient qu'à l'étape terminale d'une procédure symbolique dont « elle apparaît comme la continuation quasi logique ».

La focalisation utilisée, dans la presse ivoirienne proche des groupements politiques antagoniques et comme procédure d'accentuation de certains traits de l'adversaire (le RDR : Rassemblement des Démocrates et Républicains, les « *burkinabè* ») par le groupe politiquement dominant, est en même temps une occultation d'autres totalement inadaptes aux systèmes de valeurs des sujets qui accusent par le canal de la solennisation. De la même façon, le groupe politiquement dominé à travers des écrits pamphlétaires tente de légitimer leur engagement politique par des justificatifs multiples et interminables dans la presse qui lui est politiquement proche.

La force de cette production identitaire tient à son effet structurant sur la perception des acteurs en donnant sens à un grand nombre de faits que les acteurs opposés n'avaient jamais remarqué et dont le sens ne leur avait pas paru évident. L'idéologie identitaire fournit un système explicatif cohérent à un grand nombre de faits épars qui, au moment de la relative stabilité sociale, présidaient à la coexistence pacifique des acteurs aujourd'hui en situation de compétition politique et qui n'avaient pas tiré en ce moment quelque conclusion incendiaire. Il faut remarquer que « la plupart des faits sont muets par eux-mêmes (...), c'est nous qui leur conférons un sens, variable suivant les individus et les époques » (J. N. Kapferer 1987).

L'armature rhétorique des discours propagandistes des journalistes partisans de la Côte-d'Ivoire dénote un fondement conformisateur en se fondant tout de même sur une mémoire collective vivante et vivifiée.

En résumé, on peut retenir qu'en Côte-d'Ivoire, la presse a amplement contribué à la gradation et à la dégradation des relations sociales ordinaires. Et la méfiance s'est installée peu à peu entre les acteurs concurrents. Les forces du « sens et des choses » se sont imposées et opposées. Les usages politiques de l'identité ethnique locale ont largement exacerbé le sentiment nationaliste et la diabolisation de l'adversaire. Il y a eu une opposition radicale des ordres sociaux locaux avec le nouveau monopole social caractérisée par la mobilisation de la force symbolique, et après physique, la massification unilatérale et l'engagement collectif et la destruction violente de l'adversaire. C'est de cette façon qu'il convient pour nous de trouver les ressorts explicatifs sous-jacents et l'implication de la presse à ces basculements politiques meurtriers qui font bruyamment bégayer l'histoire politique de la Côte-d'Ivoire.

Le champ médiatique a durement subi des coups de force en Afrique surtout francophone qu'il convient ici de relever.

La « brutalisation » du champ médiatique africain

Depuis le XIXe siècle, la question centrale a été celle de la liberté d'expression et de l'indépendance de la presse (H. Pigeat, J. Huteau 2000).

Le libéralisme et l'économie de marché, imposés aux États africains pour la plupart, ont défini un nouveau contexte de multipartisme et de pluralisme de l'information. Fortement contestés, déstabilisés par la pression de plus en plus croissante de leurs oppositions internes, les régimes des pays africains se sont vus obligés de procéder à une reconnaissance formelle de la liberté de la presse. Il y a eu cependant une profusion des titres privés (111 titres privés en Algérie), une libéralisation des ondes et la mise en place de radios locales. En dehors de certains pays anglophones d'Afrique tels que le Nigeria qui avait déjà une tradition de presse privée avant ces moments-là, un nombre important de journaux de ce pays invitait les dirigeants des régimes militaires à passer le pouvoir aux civils.

La liberté de la presse « conquise », s'est vite trouvée paradoxalement asservie et confrontée à de nouvelles menaces. Là où même des mesures favorables à la liberté d'expression sont formellement garanties, on dénote tout de même des violations flagrantes et répétées, des entorses à son application. C'est ce qu'on peut observer dans onze (11) pays francophones: Burkina Faso, République Centrafricaine, Tchad, Congo Brazzaville, Côte-d'Ivoire, République Démocratique du Congo, Guinée, Gabon,

Mauritanie, Rwanda, Togo. Alors, il est clair que « l'espace de liberté pour le pouvoir critique de la presse se rétrécit en Afrique, continent qui détient le plus grand nombre de journalistes emprisonnés, même s'il demeure des médias réellement indépendants dans quelques-uns des pays » (cité dans RSF 5 mai 1999).

Certes, la presse africaine indépendante exerce tant bien que mal sa fonction de contre-pouvoir critique et inquiète les régimes en mal de légitimité qui fomentent le black-out ou la rétention de l'information s'ils ne font pas prospérer la rumeur bruyante, dévastatrice, destructrice et obscurantiste. Cette presse sort du carcan préétabli pour émerger comme un acteur de premier plan sur la scène politique et sociale, en acquérant la capacité de « confondre un régime », de stigmatiser les stigmates persistants des pratiques politiques dévalorisées et désuètes du parti unique et des fractions au pouvoir, de porter la contradiction à un niveau élevé sur la sphère publique. Elle parvient à pourfendre les décisions illégitimes, la gestion gabégique des biens publics, la corruption, le malaise social. Certains médias deviennent le relais des revendications des travailleurs. De ce fait, « le journalisme, pour Albert Camus, c'est l'historien de l'instant » qui fait de son métier, « une instance qui met en scène et, le cas échéant, met en cause les acteurs de l'histoire. » (Balle1987).

C'est donc cette fonction critique du journalisme qui conduit les élites gouvernementales à « brutaliser » le champ médiatique à travers des instruments juridiques, institutionnels de régulation du travail journalistique. Ce dispositif juridique (codes, lois, décrets...) et institutionnel (conseil de l'information) se présente comme une chape de plomb qui pèse sur la presse, rétrécit son espace de liberté et condamne les journalistes qui, de la censure tombe dans l'autocensure.

Ainsi, en 1998, au Kenya, un Ministre d'État déclare le 17 octobre que « le KANU (Kenya African National Union) ne toléra plus d'insultes » et ajoute que « certains journaux sont spécialisés dans les insultes envers le Président Arap Moi. Nous mettrons le feu à leur imprimerie et leur donnerons une leçon qu'ils n'oublieront jamais » (cité dans RSF 1999). C'est dans cet esprit qu'à deux reprises le rédacteur en chef du bihebdomadaire *The Star* est détenu pour des articles jugés « alarmistes ».

Au Cameroun, l'arsenal du code pénal sanctionnant la « diffamation » et la « diffusion de fausse nouvelle » ou « l'outrage aux bonnes mœurs » ou à « l'ordre public », a été utilisé par le gouvernement contre la presse. En 1998, le directeur du journal d'opposition, *le messager*, Pius Njawé, a été condamné pour « fausse nouvelle ».

En Côte-d'Ivoire, le Président Bédié s'est heurté à la « nouvelle presse » « avec des mesures souvent sévères (arrestations et emprisonnements de journalistes) ». Après le régime de Mobutu en RDC (République Démocratique du Congo), plus de quatre vingts (80) journalistes y ont été incarcérés, des médias saisis ou suspendus, des journaux brûlés, leurs locaux mis à sac.

Au moins treize (13) journalistes emprisonnés au 1er janvier 1999; ce qui fait de l'Ethiopie l'un des pays qui compte le plus de journalistes emprisonnés.

Au Burkina Faso, le directeur de publication du journal l'Indépendant a été assassiné le 13 décembre 1998. Les auteurs et les circonstances de ce crime ne sont pas encore clairement élucidés.

En Algérie, le MJA (Mouvement des journalistes algériens) s'est engagé dans un combat pour la liberté d'expression, la levée de la censure, la stigmatisation d'un code de l'information taillé sur mesure par le gouvernement qui dominait le processus d'information. Ce dispositif de répression se double d'un décret qui donne tout le pouvoir au Ministre de l'intérieur de saisir et de suspendre de son propre chef les journaux (jusqu'à six (06) mois) sans recourir à une quelconque décision de justice. La presse algérienne dénonçait aussi la tuerie, la répression organisée par le pouvoir en place. Ces méthodes de harcèlement coïncident avec l'interruption du processus électoral entre les deux tours des législatives de décembre 1991. La mouvance islamiste s'est retrouvée frustrée par sa confortable avancée au premier tour des élections législatives et enclenche une violence intégriste, terroriste contre les journalistes et les forces sociales adverses dans leur ensemble. Le pouvoir en place et le mouvement islamiste, dépossédé de ses victoires électorales, lancent une offensive contre la presse. Journalistes du secteur public et du secteur privé se sont retrouvés au coeur des turbulences politiques. Une soixantaine (60) de journalistes sont horriblement assassinés, torturés et décapités.

Il est tout aussi important de relever un déséquilibre des relations entre l'armée et la presse. Les restrictions sur la couverture des conflits par la censure militaire au nom de « l'impératif de sécurité » restent préjudiciables au droit à l'information.

L'accès aux sources militaires de l'information en temps de conflit est l'apanage, en général, des commissions militaires chargées de l'information, qui fournissent des informations parfois biaisées, rabotées à des fins de propagande militaire. Il est alors utile que les journalistes se distancient et marquent de la prudence dans le traitement des sources militaires.

Par ailleurs, de la liberté de la presse, les journalistes aussi n'en ont pas toujours fait bon usage en Afrique.

Journalisme dévoyé et fourvoyé

Les mutations de l'espace public dans le contexte de démocratisation en cours font de l'Afrique le plus grand et le plus vaste chantier de la liberté de la presse. Certes, la liberté de la presse est loin d'être accomplie. Devant les abus et les dérapages du journalisme, on est loin d'être satisfait de l'usage que les journalistes font de cette liberté « retrouvée ». Alors, pour Honoré de Balzac « le journalisme est un enfer, un abîme d'iniquités, de mensonges, de trahisons, que l'on ne peut traverser et d'où l'on ne peut sortir pur... » (F. Balled 1987). Un tour d'horizon des critiques faites contre l'usage de la liberté de la presse dans certains pays africains peu nous paraître éclairant.

Au Gabon, un journal indépendant, La clé, déclarait dès le 24 octobre 1990 que « toutes les informations véhiculées par les différents supports sont très souvent erronées et fallacieuses », les rédacteurs « font de la liberté de la presse une espèce de tremplin pour calomnier, injurier et dénigrer autrui... » (Tudesq 1999).

Au Mali, le 1er octobre 1992, l'Aurore écrivait : « on assiste à une floraison de titres ultra fragiles qui cachent mal leur malaise. En pareil cas, la presse devient propice à la manipulation, à la corruption et aux autres pratiques contraires à l'éthique et à la déontologie journalistique ». (Tudesq 1999). O.S. Sangho a montré dans Institut Panos (1996) qu'une enquête a révélé les dérapages médiatiques suivants au Mali : « manque de professionnalisme, (...) publication d'informations non vérifiées, attaques contre l'intégrité et la dignité, (...) incitation à la révolte contre l'autorité, insultes et diffamations ». Ce sont donc les principales critiques portées contre la presse malienne.

En Côte-d'Ivoire, le Président Henri Konan Bédié s'interrogeait également « si la maladie infantile de la presse pluraliste en Côte-d'Ivoire serait le renoncement à toute considération de probité et de conscience au profit d'une culture de haine et de division ». Les excès de la presse ivoirienne dénoncée par l'Institut Panos (1996) sont : « absence de formation professionnelle, manque de conscience professionnelle, dilettantisme, mauvaise foi, excès de zèle, ignorance, pressions politiques et religieuses ».

L'OLPED (Organisation pour la liberté de la presse, de l'éthique et de la déontologie) a condamné au niveau de la presse ivoirienne des pratiques journalistiques « anti-professionnelles » comme le « non-respect de l'esprit de confraternité », puis « l'incitation à la révolte et à la violence »,

aussi « l'incitation au tribalisme, au racisme et à la *xénophobie* », devant « l'injure » et « le non-respect de l'équilibre dans le traitement de l'information » (Institut Panos 1996).

Certaines presses, proches des cercles du pouvoir, face à des situations politiques conjoncturelles expriment solennellement le vœu de censure contre leurs confrères qui auraient des points de vue divergents vis-à-vis de ceux du pouvoir.

En guise d'exemple l'hebdomadaire dakarais Promotion du 29 juin 1998, publiait à la une la diatribe suivante sur la guerre sénégalobissauguinéenne: « l'affaire guinéenne mérite d'être traitée avec le sérieux dû à une affaire de salut national immédiat. La guerre de Bissau est à gagner. Coûte que coûte. (...) La gravité historique de l'enjeu commande la prise de décisions politiques et administratives adéquates et conformes à la situation militaire présente (...) L'état d'urgence mérite d'être décrété, la pratique de certaines libertés exceptionnellement suspendue, pour que le Sénégal puisse se concentrer tout entier dans (sic) la défense de la sécurité menacée de l'intérieur comme de l'extérieur. Il est vital de museler les voix de tous ceux qui s'agitent pour intoxiquer l'opinion publique et saper le bien-fondé de l'action militaire en Guinée et en Casamance ».

Le Bélier en Côte-d'Ivoire, organe du PDCI (Parti démocratique de Côte-d'Ivoire), récemment, appelait au lynchage du chanteur Alpha Blondy.

Ces journalistes censeurs de la profession à travers la virulence de leurs propres propos ignorent que la démesure de leurs écrits peut être aussi passible de censure.

Ces excès masquent souvent des déficits d'assise professionnelle, de capacité d'analyse. La passion s'installe dans l'écriture journalistique et laisse peu de place à l'argumentaire, au raisonnement lucide.

Par ailleurs, une revue de journalisme américain soulignait en juillet-août 1998 que « la soif d'argent: comment la pression du profit est en train de pervertir le journalisme ». (*Columbia Journalism Review*, New York).

En effet, l'univers néolibéral dans lequel se déploie la presse, fait que l'instance économique, la plus dominante de l'ordre néolibéral, influence considérablement la logique de nombre d'entreprises de presse. Guidés par un souci mercantile pour beaucoup de journaux, ils tombent dans la quête dérisoire du sensationnel.

C'est ainsi que face à l'impératif commercial des médias se meuvent dans le sens des sentiments populaires, à la remorque de l'opinion pour vendre plus et se faire un maximum de profits, plutôt que de se replier dans leurs intimes convictions propres. Ainsi, le public parvient souvent à tromper les journalistes, de la même façon, les journalistes se trompent

eux-mêmes et se trompent avec « tout le monde » car « il n'y a qu'un journal, écrit Tocqueville en 1855, qui puisse venir déposer au même moment dans mille esprits la même pensée. » (Balle 1987) et « ... ils abandonnent leur pouvoir sur l'opinion pour se laisser porter au gré des plus grosses vagues. » (F. P. Kasoma in Institut Panos 1996).

Au regard des conditions matérielles et techniques précaires dans lesquelles se déploie la presse africaine, les grands médias occidentaux sont devenus, les pourvoyeurs privilégiés d'information. Ils façonnent quelques fois les images les plus caricaturales en fonction de leurs intérêts idéologiques, partisans, individuels. Leurs productions médiatiques souvent biaisées, sont diffusées auprès de leur public africain.

Dans ce cas, quelles alternatives pouvons nous proposer pour un développement africain?

Le défi éthique

Face à la dérive de la « presse poubelle » en Afrique, des journalistes se sont constitués en association en vue d'une autorégulation de leurs pratiques professionnelles. Il s'agit donc d'amener les journalistes dans l'exercice de leur profession au respect des règles déontologiques et professionnelles. C'est ainsi que l'OLPED en Côte-d'Ivoire a élaboré une série de conduites « *anti-professionnelles* » des journaux ivoiriens. En dépit de ses efforts d'autorégulation, les dérives médiatiques persistent.

Il convient cependant de souligner que même lorsque les règles déontologiques et professionnelles sont tenues au respect dans le travail journalistique, il demeure qu'en Afrique le métier de journalisme est sujet à des menaces et aux violences. Dans la pratique, les journalistes s'exposent dans les deux cas aux foudres de l'une ou l'autre des parties antagonistes. En ce moment, même leur sens élevé de l'éthique ne peut constituer une base de défense de leur métier. Il importe donc d'invoquer le sens de la responsabilité sociale du journaliste africain. Même dans des conditions difficiles, les journalistes doivent pouvoir garder le cap de leur responsabilité.

L'autocensure pourrait être utilisée non comme un effet de domestication de l'esprit et de la conscience critique du journaliste, mais comme un principe de prévention des risques que la société globale peut encourir dans le traitement d'une information et de sa diffusion. Pour cela, le journaliste pourrait faire appel à sa capacité à mesurer et prévenir les nuisances qui découleraient de la production de telle ou telle information. De cette façon, le journaliste peut aider à purger les passions et à anticiper sur les dérives prévisibles.

Le professionnel des médias pourrait faire preuve d'un professionnalisme maîtrisé en donnant l'exacte mesure de la situation au lieu de transfigurer les défigurations de la réalité sociale. Ce qui nécessitera de sa part un travail suffisamment conscient et patient, inlassablement risqué parfois, mais toujours assumé de recherche permanente de la vérité.

Compte tenu du fait que la nouvelle hégémonie politique est dans l'impossibilité ou bien n'a pas la volonté d'annuler les identités anciennes, la pratique journalistique peut militer en faveur de nos équilibres identitaires et communautaires. Pour ce faire, il est important et urgent que les journalistes participent à tous les combats de la démocratie afin qu'ils puissent « contre la parole du pouvoir, faire valoir le pouvoir de la parole ». Le combat du journaliste ne saurait être seulement le combat incertain de la vérité contre l'opinion. L'homme des médias pourrait mettre sa plume au service de la vérité et de l'idéal démocratique. Cela nécessitera certainement que la presse forge une opinion publique plus critique qui nourrit sa propre capacité de discernement et d'analyse des faits que le journaliste met à sa disposition.

L'idéologie de l'objectivité est à dénoncer avec véhémence car l'interprétation du journaliste est inévitablement et obligatoirement favorable à l'un des protagonistes d'un évènement. Faut-il le dire, le journaliste est un individu doué de conscience, ayant une sensibilité et des émotions. Les contradictions du monde social traversent tout de même le champ journalistique. Les différences originelles, de trajectoire, de capital scolaire et des formes différentes et souvent contradictoires de structuration de soi influencent considérablement le travail journalistique.

Néanmoins chaque journaliste peut oeuvrer à diminuer en soi la « part de marionnette des structures » en décelant le jeu de ficelles qui met en branle ses pensées. Ce qui lui permettra de maîtriser les mécanismes socialement montés en lui afin de contrôler les impulsions à leurs propres fins, à des fins utiles.

Le journalisme ne saurait être une « profession de mercenaires » que l'on exerce de n'importe quelle manière pour amasser de l'argent. Le métier de journalisme pourrait être un sacerdoce, une noble mission au service de la société. C'est pourquoi, l'Afrique a clairement besoin de journalistes intrépides, à même de résister aux pressions de toutes sortes, d'où qu'elles viennent, intransigeants sur les règles déontologiques et l'éthique professionnelle.

Au vu de ceci, nous pouvons faire sien le principe responsabilité de Hans Jonas qui stipule : « agis de façon que les effets de ton action soient

compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre ».

Faut-il conclure?

Il est difficile de conclure sur une réflexion qui porte sur les pratiques médiatiques. Le débat sur la presse et l'espace public est loin d'être épuisé.

Toutefois, l'odyssée du journalisme en Afrique montre que les journalistes sont au coeur des basculements politiques sur le continent. Producteurs et distributeurs d'idées, ils occupent une position dangereuse dans le champ de production intellectuelle parce qu'ils parviennent à creuser dangereusement le fossé entre les mots et les choses et à exercer une influence dynamogénique surtout sur les esprits non prévenus.

Mais la presse a aussi contribué en Afrique à l'élargissement des bases de la démocratie. Raison pour laquelle le contrôle de l'action politique par une autorité virtuelle et bruyante, à savoir l'opinion publique, a achevé d'assigner une position de force aux professionnels de l'information dans l'espace public eu égard à leur capacité de production et de diffusion des opinions qui influent considérablement sur la vie politique et les transformations sociales en cours. S'il est vrai qu'il n'est pas de pouvoir sans contre-pouvoir, les journalistes doivent aussi se rendre à l'évidence qu'il n'est pas de liberté sans limite. Le combat quotidien pour la liberté de la presse ne s'est pas encore accompli, il reste toujours à être gagné.

Les hommes des médias seront toujours confrontés au dilemme permanent dans lequel, ils se trouvent, à savoir: entre la propre sécurité physique des journalistes sévèrement menacés et leur responsabilité sociale.

Cette « liberté » de la presse même formelle est d'une relativité en ce sens que les conditionnements structurels, les déterminismes structurels objectifs, impersonnels commandent aussi les pratiques journalistiques. De sorte que les clivages du monde social traversent le champ journalistique. C'est pourquoi, il existera toujours dans l'espace public une oscillation perpétuelle du discours public selon le sujet, l'objet du débat et les besoins de la démonstration. Alors, le journaliste qu'il le veuille ou non sera toujours engagé. Il est plus souhaitable de prôner une objectivité engagée au bénéfice du plus grand nombre et du bien commun. Aucune position des hommes des médias ne peut les mettre en dehors ou au dessus des luttes sociales. Ils ne peuvent avoir de choix entre un monde en lutte et un monde sans lutte: « ils n'ont que le «choix» entre différentes formes de lutte, entre différents camps en lutte ». Ce n'est que de la dénégation de proclamer l'objectivité dans la pratique journalistique qui serait qu'une autre fa-

çon subtile de masquer la subjectivité du journaliste. Ce qui pourrait conduire à tempérer un tant soit peu, pour le moins, l'affirmation d'un libre-arbitre souverain et inconditionné dans l'exercice professionnel du journaliste.

Mais ils peuvent réduire la « part de marionnette des structures sociales » et orienter leur action dans le sens du salut public. Toute chose qui nécessitera les qualités suivantes qu'on leur demande: probité, bravoure, altruisme, sens de responsabilité. On est en droit de se demander avec Beaumarchais: « aux qualités que l'on demande aux journalistes, combien de génies pourront être journalistes? » (Balle 1987).

Les élites gouvernementales doivent se rendre compte que la presse est une force démocratique dont il faut baliser le terrain de son essor. Il ne saurait donc avoir de démocratie véritable sans un contre-pouvoir critique et performant. Face aux multiples dérives de la presse en Afrique, faut-il en définitive chasser les journalistes de la cité comme le pensait Karl Kraus? Ou encore, « faut-il brûler les journalistes » comme s'interrogeait Claude Guillaumin? Nous pensons que non. En dépit des dérapages médiatiques, nous pouvons faire nôtre cette maxime de Chateaubriand qui fait remarquer que « la presse... c'est la parole à l'état de foudre, c'est l'électricité sociale... Plus vous prétendez (la) comprimer, plus l'explosion sera violente. Il faut vous résoudre à vivre avec elle » (Balle 1987).

Références

- Arrous, Michel Ben, 2001, *Médias et conflits en Afrique*, Paris : Éditions Karthala.
- Balle, Francis, 1987, *Et si la presse n'existait pas...*, Paris : Éditions Jean Claude Lattès.
- Beneton, Philippe, 1991, *Les classes sociales*, Paris : PUF.
- Gouteux, Jean-Paul, 2001, *Un génocide sans importance. La françafrrique au Rwanda*, Dijon-Quetigny : Éditions Tahin Party.
- Halbwachs, M, 1976, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris: Mouton.
- Institut Panos, 1996, *Médias et conflits en Afrique*, sous la direction de Michel Ben Arrous Éditions Karthala, Paris, 2001.
- Kapferer, J.N., 1987, *Rumeurs. Le plus vieux média du monde*, Paris: Seuil.
- Kasoma, F.P, 1996, *L'équation éthique*, in Panos 1996.
- Ohlson, T. et Stedman, S., 1994, *The New is Not Yet Born: Conflict Resolution in Southern Africa*, Brookings Institute, Washington DC.
- Ouédraogo, Jean-Bernard, 1997, *Violence et communauté en Afrique noire*, Paris : Éditions L'Harmattan.

- Pigeat, Henri, Huteau, Jean, 2000, *Institutions, pratiques et nouvelles approches dans le monde*, Paris : Éditions UNESCO.
- Rouquette, M. L., 1988, *La psychologie politique*, Paris, Presses universitaires de France.
- Seca, Jean-Marie, 2003, *Les représentations sociales*, Liège-Belgique : Armand Colin.
- Tudesq, André-Jean, 1999, *Les médias en Afrique*, Paris : Ellipses/Éditions marketing S.A.